

Luca De Meo fait  
sa Renaultion :  
Un méli-Meo à  
la sauce PSA

# l'étincelle

A force de sous-traiter  
et de réduire les coûts :  
Un accident mortel  
au Technocentre

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 15 septembre 2020

## Qui sont les véritables sauvages ?

Macron et son gouvernement, prenant la suite de la campagne engagée par le Rassemblement National, se sont lancés dans une surenchère de démagogie sécuritaire. Projet de loi contre le « séparatisme », reprise du vocabulaire de l'extrême droite sur « l'ensauvagement de la société » : tout est bon pour masquer la gestion calamiteuse de la crise sanitaire et les attaques portées par les capitalistes contre le monde du travail.

### **Une campagne mensongère**

Pendant tout l'été, les mouvements d'extrême droite ont instrumentalisé des faits divers sordides en les reliant à l'immigration. Pourtant, les études statistiques ne montrent pas d'augmentation de la délinquance au cours des derniers mois ou années. Dès lors, cette campagne aurait pu rester cantonnée aux réseaux de la fachosphère.

Mais depuis la fin de l'été, on voit le gouvernement surenchérir sur la démagogie sécuritaire et raciste du RN. Macron accuse de menées « séparatistes » les manifestants antiracistes ayant participé au mouvement international suite à la mort de George Floyd aux États-Unis. Darmanin se saisit du même vocable et prépare une loi, présentée comme un rempart à « la guerre civile », contre le séparatisme « islamique ». Et la démagogie xénophobe du ministre de l'Intérieur devient criminelle : il pousse le cynisme jusqu'à interdire des distributions alimentaires aux migrants à Calais.

Comme ses prédécesseurs, Darmanin est tout juste bon à parader, protégé de ses robocops, le temps de quelques photos, dans des quartiers souffrant du chômage, de la misère et des trafics qui en découlent, comme il l'a fait à Grenoble le 26 août dernier. Tout ça c'est du spectacle ! Aucune mesure contre l'injustice sociale. La population de ces quartiers n'a rien à attendre des politiciens pour résoudre les réels problèmes auxquels elle fait face.

### **La première des violences**

Mais, pour Macron et consorts, la question n'est pas là. Pointer la prétendue violence des classes populaires leur permet surtout de détourner l'attention de celle, structurelle et bien plus envahissante, des capitalistes et des États à leur service.

Ce sont eux qui, par leurs licenciements programmés chez Renault, Nokia, Auchan ou

General Electric, brisent des vies et plongent familles, quartiers et villes dans la pauvreté. Ainsi la sixième fortune de France, la famille Mulliez à la tête d'Auchan, n'a aucun scrupule à mettre 1 400 salariés à la porte.

C'est pour alléger leurs cotisations et impôts que l'hôpital et la Sécurité Sociale ont été dépecés, avec les conséquences dramatiques révélées par la crise sanitaire actuelle. C'est leur police qui traque et harcèle les migrants, les laisse mourir en Méditerranée, tue et mutile dans les manifestations et les quartiers. Ce sont leurs gouvernements qui refusent d'accueillir les 12 000 réfugiés du camp de Moria de l'île grecque de Lesbos. La voilà la première des violences. Les voilà les véritables sauvages.

### **Les travailleurs n'ont pas à payer la crise**

Face à l'urgence de la crise sanitaire et sociale actuelle, le monde du travail n'a pas à se faire dicter son agenda politique par ces sauvages qui nous exploitent et nous gouvernent, mais a tout intérêt à imposer le sien :

- Un million d'embauches dans les services publics ;
- L'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois ;
- Le partage du travail entre tous sans perte de salaire pour en finir avec le chômage ;
- Au moins 300 euros d'augmentation des salaires par mois pour toutes et tous,
- Et toutes les mesures nécessaires pour préserver notre santé, celle de nos anciens et de nos enfants.

Pour cela, il faudra que le monde du travail retrouve confiance en ses propres forces et l'espoir de changer cette société, tout comme le chemin des mobilisations collectives. La grève du jeudi 17 septembre appelée par la CGT, Solidaires et la FSU pourrait constituer une étape dans ce sens.

## **DeMeolition**

Luca De Meo fait sa rentrée avec une série de vidéos sur l'Intranet où il « *partage sa vision pour la relance du groupe* ». Le nouveau DG de Renault aux six millions d'euros de salaire annuel ne brille pas par son originalité. En guise de « Renaultion », il compte « *faire dans les cinq ans à venir, ce que PSA a fait les cinq dernières années* ». Et qu'a fait PSA ? Des milliers de suppressions d'emplois, la fermeture des sites d'Aulnay, Saint-Ouen et La Garenne, bientôt 10 000 emplois supprimés chez Opel (soit un quart des effectifs)... La Renaultion de De Meo, c'est surtout la relance de la démolition des emplois.

### **Ghosn sort de ce corps**

Luca de Meo veut restaurer le « *cash and cost* » par tous les moyens, quitte à aller « *plus loin encore que ce qui était prévu* » dans l'objectif de deux milliards d'euros d'économies annoncé en début d'année. Il entend « *poursuivre le redimensionnement de l'ingénierie* » où 1500 suppressions d'emplois sont déjà prévus en France, et donner un nouveau tour de vis sur les coûts. De Meo est en fait un cost killer comme Ghosn, avec juste le sourire en plus.

### **Business as usual**

Qui dit nouveau patron, dit... nouvelle réorganisation. D'ici mars 2021, De Meo veut scinder le groupe Renault en quatre Business Unit : Renault, Dacia (qui auront respectivement Peugeot et Citroën « *comme seule et unique référence* »), Alpine et Mobilize (en charge des nouvelles mobilités). Le but de ces quatre « *entités commerciales* » : dégager le maximum de profits, quitte à se faire concurrence entre elles. Renault, c'est une grande famille.

### **En mal de compagnie**

Depuis le confinement, le télétravail a été généralisé du jour au lendemain par Renault pour la majorité des salariés du TCR. Depuis, le retour au travail en présentiel se fait dans le flou le plus total. Si dans certains services le télétravail continue une grande partie de la semaine, dans d'autres, comme le maquettage numérique au Design, le nombre de jours de télétravail par semaine a été réduit arbitrairement. Certains chefs auraient-ils à ce point manqué de compagnie ces derniers mois ?

### **Des cantines qui pèsent sur l'estomac**

Elior et Renault ne font pas beaucoup d'effort pour donner envie de venir au Technocentre : les queues aux cantines sont de retour, alors qu'il y a moins de choix à cause du Covid. Et pas facile de manger ensemble puisqu'il faut respecter les mesures de distanciation physique pendant le repas. À ce régime-là, on est effectivement mieux à la maison.

## **Produire d'abord, tester après**

Après avoir poussé au redémarrage de l'usine avant le déconfinement de mai dernier, la direction de Renault Flins continue à faire du zèle : elle ne prévient pas les salariés que leurs collègues sont positifs au Covid et veut les maintenir à tout prix au travail. Vendredi 28 août, après un 3<sup>ème</sup> cas de Covid avéré en Tôlerie, 40 salariés ont débrayé pour exiger d'être dépistés. Pas de chance, les patrons n'avaient prévu que 10 tests pour une usine de 4000 personnes. Ils ont donc envoyé les ouvriers se faire tester dehors. Déjà que les gestes barrières sont intenable avec les cadences imposées, c'est maintenant aux salariés de se débrouiller en cas de cluster dans l'usine. « *Le sens de la responsabilité* » face au Covid, cher à Jean Castex, ça ne concerne pas la direction de Renault.

### **Le poids des années**

Le Journal de l'Automobile vient d'élire Gilles Le Borgne, le directeur de l'Ingénierie Renault, « *Homme de l'année 2019* ». Les élus des années précédentes étaient Carlos Ghosn, Christian Klingler (qui a dû quitter VW suite au DieselGate) ou encore François Fillon (condamné pour détournements de fonds publics). On n'est Homme de l'année qu'une seule fois.

### **Mort (pas tout à fait) par accident**

Cet été, un travailleur d'une entreprise extérieure est décédé au Technocentre, écrasé par un transformateur de 2,5 tonnes qu'il manipulait avec un transpalette. L'accident est arrivé samedi 1<sup>er</sup> août à la Centrale Fluides et Énergies, que Renault a externalisée en 2014 chez Engie-Cofely, qui a sous-traité les travaux sur ce transformateur à une autre société, LGMT, qui a elle-même fait appel à un petit artisan... qui est mort. L'externalisation et la sous-traitance ont été systématisées depuis des années pour faire baisser les coûts, provoquant une dilution des responsabilités et une perte de compétences. Cet accident mortel n'a rien de fatal.

### **Dati center**

Recrutée en tant que « *consultante* » par Carlos Ghosn, Rachida Dati a touché 300 000 € par an pour 300 heures de travail, soit 1 000 € net de l'heure ! Cerise sur le gâteau : lors des perquisitions au siège de Renault dans le cadre d'une information judiciaire pour « *corruption, trafic d'influence et abus de biens sociaux* », les juges n'ont trouvé aucun travail fourni par Dati. Ils soupçonnent la députée européenne d'avoir fait du lobbying pour les intérêts personnels de Ghosn et pour influencer la législation européenne selon les intérêts de Renault. Entre 2010 et 2012, Dati a perçu 900 000 € de RNGM. A l'époque, les salariés étaient sommés de se serrer la ceinture.